

# Gonesse, Grignon, Saclay ou Val Bréon : des marches contre l'artificialisation des terres agricoles

Durant deux jours, samedi 9 et dimanche 10 octobre, les opposants à des projets franciliens d'infrastructures – transports, zones d'activités – ont marché jusqu'à l'Hôtel de Ville de Paris.

Par [Rémi Barroux](#)

Publié hier à 23h17

Temps de Lecture 5 min.



Des opposants à l'artificialisation des terres agricoles manifestent, dimanche 10 octobre, devant l'Hôtel de Ville de Paris. PHOTO : R. BX

Lutter contre l'artificialisation des terres agricoles en Ile-de-France, contre les projets d'infrastructure, souvent de transports, « *inutiles* » selon leurs opposants : tel était le mot d'ordre commun des centaines de manifestants qui se sont retrouvés, dimanche 10 octobre, devant l'Hôtel de Ville de Paris.

Venus des quatre points cardinaux de la région, partis samedi matin, ils représentaient les combats du Triangle de Gonesse (Val-d'Oise), contre la construction d'une gare sur des terres agricoles, censée desservir à l'origine le complexe touristique-commercial d'Europacity,

abandonné en novembre 2019 par le gouvernement ; la lutte contre une future plateforme logistique à Val Bréon (Seine-et-Marne), sur 150 hectares de terres « nourricières ».

Venus du sud, ce sont les opposants au projet de ligne 18 du Grand Paris, qui relierait Saclay (Essonne) à Versailles (Yvelines), menaçant des milliers d'hectares du plateau de Saclay. Partis de Thoiry et passés par Grignon, où se joue la vente du site d'AgroParisTech et de ses forêts et terres agricoles et pédagogiques, les manifestants ont aussi dénoncé ces projets, qui entraînent bétonisation et urbanisation excessive, jugent-ils. Dans la foule, un peu clairsemée, se retrouvaient également des militants hostiles aux projets de densification dans Paris et à la destruction des jardins ouvriers d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

## « Fuite en avant »

*« Ce qui importe aujourd'hui, c'est la convergence de ces mobilisations contre l'artificialisation des sols. En dépit du "blablabla" du gouvernement sur l'écologie et la visite de Macron au congrès de la nature de l'UICN [le congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature, qui s'est tenu à Marseille début septembre], ces projets destructeurs continuent de se faire »,* dénonce Clémentine Autain, députée de La France insoumise (LFI) de Seine-Saint-Denis. Quand Sandrine Rousseau, candidate à la primaire écologiste pour la présidentielle, estime, elle, que *« ce n'est pas une convergence, c'est la même lutte qui se joue sur de multiples terrains »*.

Au-delà du petit désaccord sémantique, les deux femmes s'accordent pour dénoncer le *« double langage »* du président de la République, son *« en même temps »*, et l'urgence absolue de défendre ces terres agricoles. *« Il [Emmanuel Macron] mène une politique pour faire plaisir à celui qui est en face de lui, mais ces vis-à-vis changent tout le temps, ce n'est pas possible, et au final, ce sont les décideurs économiques qui ont le dernier mot »,* juge aussi Sandrine Rousseau. Pour Mathilde Panot, députée (LFI) du Val-de-Marne, *« il faut sauver les terres fertiles franciliennes et cesser immédiatement toute artificialisation, une fuite en avant et une aberration quand on sait que la ville de Paris ne dispose que de trois jours d'autonomie alimentaire et qu'avec le Covid, on a vu la nécessité des circuits courts »*.

Dans la foule, colorée par les drapeaux d'Alternatiba, d'Attac, de Greenpeace, de la Confédération paysanne ou encore de France Nature Environnement (FNE), les militants échangent les informations. Heloïse Faivre, étudiante de 22 ans d'AgroParisTech, en mission à Chaumont (Haute-Marne) pour mettre au point un *« répertoire du savoir-faire paysan »*, explique les recours déposés contre la vente du site de Grignon : *« Le gouvernement n'avait pas le droit de vendre les forêts et aurait dû solliciter en priorité les communes concernées lors de son appel à projet. »*

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [La vente du site pédagogique et agricole de Grignon rencontre une vive opposition](#)

## « On n'a jamais vu une gare desservir des champs »

Plus loin, Bernard Loup, du collectif pour les terres de Gonesse, exprime son désappointement devant la décision de la cour d'appel administrative de Paris qui, jeudi 7 octobre, a rejeté les recours des opposants à construction de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express, qui doit passer par la future gare du Triangle de Gonesse. *« Depuis l'abandon du*

*projet d'Europacity, on espérait que cette gare, qui ne sert plus à rien, ne se ferait pas. Mais le gouvernement s'enferme. Nous n'attendons plus une décision de justice mais bien une décision politique. L'autre espoir, c'est qu'avec l'explosion des coûts de construction – on en a vu les effets avec l'abandon du réaménagement de la gare du Nord –, il n'est pas impensable que ce projet ne voit pas le jour. L'ouverture de cette gare était annoncée pour 2024 et là, on parle de 2028 », explique Bernard Loup.*

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [L'opposition à l'urbanisation du Triangle de Gonesse relancée](#)

Les projets de gare ou de ligne de métro, notamment dans le contexte du Grand Paris, sont souvent au cœur de ces combats pour sauver les terres agricoles. A Saclay, c'est la ligne 18 qui est dans le collimateur. « *Derrière ce projet, ce sont 2 300 hectares de terres agricoles du plateau qui sont menacées. Il y a déjà le cluster d'écoles et d'industries, sur lesquelles se trouvent Polytechnique, Supélec... depuis 1976, de nouveaux arrivés comme AgroParisTech, mais on sait que cette nouvelle ligne entraînera l'artificialisation du reste du plateau. On n'a jamais vu une ligne de métro et une gare desservir des champs* », peste Harm Smit, du collectif Colos, pour Collectif OIN [opération d'intérêt national] Saclay, créé sous l'égide de FNE. Depuis le printemps, une Zaclay (ZAD de Saclay) s'est installée sur le plateau. « *On a entamé l'automne et on prépare la ZAD pour l'hiver* », explique Loïc Sivadier, un des étudiants mobilisés.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Sur le sentier du Grand Paris \(2/6\) : A la recherche du tracé parfait sur le plateau de Saclay](#)

Une gare encore est au centre de l'opposition au projet de plate-forme logistique à Val Bréon. « *Cette gare, qui ne se fera pas car absente des projets de la SNCF, était la condition pour que le projet immobilier se fasse. Malgré cela, le projet est maintenu dans l'illégalité la plus totale, la communauté de communes a même acheté les terrains pour 12,5 millions d'euros, estime Jane Buisson, de FNE 77. On ne va pas attendre que le projet de zone d'activité se concrétise, on va le bloquer dès maintenant.* » ace à face entre les manifestants contre l'artificialisation des terres agricoles franciliennes et les gendarmes mobiles, dimanche 10 octobre, à Paris. PHOTO : R. BX

Empêchés de marcher en direction de Matignon, leur intention première, les manifestants ont terminé leur action en fin d'après-midi sur la place de l'Hôtel de Ville, dans un face à face bon enfant avec les gendarmes mobiles, criant « *Qui a peur des escargots ?* », « *Des poireaux pas des JO* » ou encore « *des citrouilles pas des magouilles* ».

A quelques mètres de là, un autre rassemblement mobilisait des centaines de participants, à l'appel de l'Union parisienne, créée au printemps, pour s'opposer aux projets de la maire Anne Hidalgo. Sur les panneaux brandis, on lisait « *non aux salles de consommation* », « *Stop terrasses* » et « *le vélo oui, le tout vélo non, laissez-nous travailler* ». La convergence entre les deux rassemblements n'était pas à l'ordre du jour.

Rémi Barroux